

# Ports Rade de Toulon



Chambre de Commerce et d'Industrie du Var  
236 Bd Maréchal Leclerc  
83000 TOULON

**EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS FERROVIAIRES DU PORT  
DE BREGAILLON**

**CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
CCAP**

La présente consultation est passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

Service bénéficiaire : **Direction des Ports**

Le présent CCAP comprend 12 feuillets numérotés de 1 à 12.

## Table des matières

<b>CHAPITRE I : GENERALITES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du Marché	4
La présente consultation a pour objet l'exploitation et maintenance des installations ferroviaires du port de Bregaillon à la Seyne sur Mer.	4
1.2 Fractionnement du Marché	4
1.3 Durée du Marché	4
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE - II - PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : PRIX – CONTENU DES PRIX</b>	<b>5</b>
5.1 Forme et type de prix	5
5.2 Contenu des prix	5
5.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée	5
<b>ARTICLE 6 : VARIATION DES PRIX</b>	<b>6</b>
6.1 Mois d'établissement	6
6.2 Modalités de révision des prix	6
<b>ARTICLE 7 : MODALITÉS DE REGLEMENT</b>	<b>6</b>
7.1 Règlement	6
7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires	6
7.3 Présentation de demandes de paiement	7
7.4 Avance	7
<b>CHAPITRE III : EXÉCUTION DE LA PRESTATION</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 : CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
8.1 : Démarrage des prestations – réunions	7
8.2 : Intervenants	7
8.3 : Conditions d'exécution des prestations	8
8.4 Accès au site - autorisations	8
<b>ARTICLE 9 : PENALITES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 : CLAUSE PENALE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 : OPERATIONS DE VERIFICATION</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 : ADMISSION</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE V : INEXECUTION DU MARCHÉ</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16 : RESILIATION</b>	<b>11</b>
16.1 : Résiliation pour faute	11
16.2 : Résiliation pour motif d'intérêt général	11

<b>ARTICLE 17 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 : LITIGES</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRES VI : DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19 : DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>12</b>
19.1 Titres	12
19.2 Non-validité partielle	12
19.3 Référence	12
19.4 Annexes à l'accord-cadre	12
19.5 Langue	12
19.6 Notifications et mise en demeure	12
<b>ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG FCS</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Objet du Marché**

La présente consultation a pour objet l'exploitation et maintenance des installations ferroviaires du port de Bregaillon à la Seyne sur Mer.

### **1.2 Fractionnement du Marché**

Le marché est fractionné en 2 lots :

- ✓ Lot n°1 : Exploitation et gestion des circulation sur la voie ferrée portuaire
- ✓ Lot n°2 : Entretien et maintenance de la voie ferrée portuaire

### **1.3 Durée du Marché**

Le présent marché sera conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification pour une première période d'un an. Passée cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour une période supplémentaire d'une année.

Le démarrage des missions sont prévues le 01/01/2026.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes dont le DPGF
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 2 lots ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et prestations de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
6. Le mémoire technique du titulaire,

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **ARTICLE 3. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et convention collective, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, et ce, conformément à l'article 6 du CCAG FCS.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 a) du CCAG FCS.

### **ARTICLE 4 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

## **CHAPITRE - II - PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES**

### **ARTICLE 5 : PRIX – CONTENU DES PRIX**

#### **5.1 Forme et type de prix**

Le marché est traité à prix globaux, forfaitaires pour chacun des lots.

Ils seront réglés par application du prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et DPGF.

#### **5.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges d'exploitation et toutes les sujétions qui leur sont liées, conformément aux prescriptions du CCTP.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents (assurances, repas de personnel du titulaire, ...). Les prix formulés pour réalisation des prestations courantes de gestion des circulations et d'exploitation de l'infrastructure seront réputés inclure la rémunération des tâches effectuées en horaire de nuit, les samedis, dimanches et jours fériés.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

#### **5.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des comptes seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## ARTICLE 6 : VARIATION DES PRIX

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché et révisable selon la formule précisée à l'article 6.2 du présent.

### 6.1 Mois d'établissement

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la date et heure limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

### 6.2 Modalités de révision des prix

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché. Passée cette date, les prix pourront faire l'objet d'une révision en application de la formule suivante :

$$Pr = Po \frac{(ICHT-IME_m)}{ICHT-IME_o}$$

avec :

Pr = prix révisé

Po = prix à réviser

ICHT-IME<sub>m</sub> = est la valeur de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 décembre 2008) – Valeur du dernier indice connu du mois de révision de prix

ICHT-IME<sub>o</sub> = est la valeur de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 décembre 2008) - Valeur du dernier indice connu du mois fixé pour la date et heure limite de remise des offres

Sous réserve que le mois m du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

## ARTICLE 7 : MODALITÉS DE REGLEMENT

### 7.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes. Le mode de règlement est le virement bancaire.

### 7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

### 7.3 Présentation de demandes de paiement

La remise des factures devra obligatoirement et exclusivement être réalisée par transmission électronique au moyen du portail Internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/> conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site. Pour information, le code SIRET de CCI du Var est le : 188 300 016 00014. « Les factures comportent obligatoirement le numéro de marché »

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- La référence au présent marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La date et le numéro de la facture,
- La dénomination des prestations facturées,
- Le montant total HT de la prestation totale et de la prestation facturée
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

### 7.4 Avance

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG FCS, il pourra être versé une avance du montant du marché dans les conditions définies à l'article R .2191- 7 code de la commande publique. Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19.

## CHAPITRE III : EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Les prestations devront être conformes à la réglementation générale des transports et aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### ARTICLE 8 : CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 8.1 : Démarrage des prestations – réunions

##### Réunion de démarrage :

Une réunion de démarrage sera organisée avec le prestataire au sein des locaux de la CCI du Var. Cette réunion se tiendra au plus tard dans les 7 jours suivant la notification du présent marché

Elle sera complétée par des réunions trimestrielles de suivi de mission durant toute la durée du marché.

Différentes réunions de suivi seront organisées conformément aux stipulations du CCTP.

#### 8.2 : Intervenants

Le titulaire devra obligatoirement désigner un interlocuteur, responsable de la mise en œuvre des prestations à réaliser et l'encadrement du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

L'interlocuteur désigné par le titulaire est indiqué dans l'acte d'engagement.

En cas d'absence prolongée ou de départ de l'interlocuteur dédié, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

#### L'équipe affectée :

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes dont les profils sont joints à l'offre. Il apporte des garanties de stabilité concernant l'équipe dédiée et s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir ces personnes sur toute la durée du marché.

Par conséquent, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le titulaire doit impérativement en aviser le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. De plus, il n'existe aucun rapport hiérarchique entre les agents du titulaire et la CCI du Var.

### **8.3 : Conditions d'exécution des prestations**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations définies dans le CCTP en respectant l'ensemble des prescriptions techniques, administratives et juridiques contenues dans ledit CCTP ainsi que dans le présent CCAP.

Il s'engage, en outre, à respecter la réglementation en vigueur concernant les prestations objets du présent marché.

Les conditions d'exécution sont prévues au CCTP.

### **8.4 Accès au site - autorisations**

La délivrance des badges par les autorités est nécessaire pour l'autorisation d'accès aux locaux du site de Brégaillon, conformément aux stipulations du CCTP. Le titulaire devra ainsi préalablement renseigner les imprimés de demande de badges et fournir tous les documents nécessaires à l'établissement des badges qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans l'enceinte du site.

## **ARTICLE 9 : PENALITES**

Les pénalités stipulées au présent marché s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Lorsque les délais contractuels d'intervention et d'exécution tels que définis aux CCTP sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité :

S'agissant du lot n°1 :

#### Pénalités de retard dans la circulation

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité d'un montant forfaitaire de :

- ✓ 500 € par circulation planifiée non réalisée
- ✓ 300 € en cas de non-réponse à une demande de circulation formulée dans les délais impartis
- ✓ 20 € / heure de retard au départ de la gare SNCF imputable au Titulaire.



S'agissant des lots n°1 et 2 :

Pénalités d'indisponibilité de l'infrastructure non planifiée et imputable au prestataire :

En cas d'indisponibilité de l'infrastructure exposant la CCI du Var à une demande d'indemnisation, celle-ci sera rétrocédée, le cas échéant, au titulaire qui devra prendre à sa charge l'intégralité des sommes demandées. Le montant cumulé des pénalités liées aux préjudices subis par la CCIV au cours d'une année ne pourra excéder 15% du montant annuel du marché (forfaitaire et commandes).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Ces pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulables. Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché.

## **ARTICLE 10 : CLAUSE PENALE**

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 9, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 16.2 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

## **ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

#### **ARTICLE 13 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les dispositions de l'article 20 du CCAG FCS s'appliquent.

En matière de gestion des déchets de chantier des travaux, le titulaire est soumis à la réglementation générale au Code de l'Environnement et tout particulièrement au document « consignes environnementales aux prestataires extérieures » transmis par la CCI du Var, signé et remis par le titulaire avant tout commencement de travaux.

<b>CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>
---

Les dispositions du Chapitre 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables au présent marché public.

#### **ARTICLE 14 : OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Le titulaire devra livrer les fournitures ou prestations objets du présent contrat en conformité avec les normes juridiques ou techniques existantes à la date de livraison.

#### **ARTICLE 15 : ADMISSION**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

**ARTICLE 16 : RESILIATION**

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 6 du CCAG FCS.

**16.1 : Résiliation pour faute**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues aux articles 9 et 17 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

**16.2 : Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 %.

**ARTICLE 17 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

**ARTICLE 18 : LITIGES**

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## ARTICLE 19 : DISPOSITIONS DIVERSES

### 19.1 Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

### 19.2 Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### 19.3 Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

### 19.4 Annexes à l'accord-cadre

Les annexes au marché en font partie intégrante.

### 19.5 Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

### 19.6 Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera application des dispositions de l'article 3.1 et 3.2 du CCAG fournitures courantes et services.

## ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles	CCAP	CCAG FCS
Pièces contractuelles	2	4.1
Pénalités	9	14.1
Variation	6.1	10.1
Opérations de vérification	14	27.3